

CODE INSEE	VILLE DE LUÇON	CA
85128	Budget Communal 101	2018

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	9 803
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	184
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté de Communes du Pays né de la Mer	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par hab. de la strate
Fiscal	Financier		
7 904 755	8 913 901	888.99	1 114.66

Informations financières - ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) (source DGCL/DGFIP année 2016)
1 - Dépenses réelles de fonctionnement / population	870.91	941
2 - Produits des impositions directes / population	555.65	508
3 - Recettes réelles de fonctionnement / population	1 122.45	1 128
4 - Dépenses d'équipement brut / population	222.81	257
5 - Encours de la dette / population	1 484.62	888
6 - DGF / population	168.25	164
7 - Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement (2)	56.77%	55.40%
8 - Dépenses de fonct. Et remb. Dette en capital / Recettes réelles de fonct. (2)	87.67%	91.30%
9 - Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement (2)	19.85%	22.80%
10 - Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement (2)	131.07%	78.70%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L.2313-1, L.2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R.2313-7, R.5211-15 et R.5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

(4) Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.